



Covid-19: the Senate rejects the bill establishing compulsory vaccination
00:16

WEDNESDAY, OCTOBER 13, 2021

Covid-19: the Senate rejects the bill on compulsory vaccination

The covid-19 vaccine will not join the list of mandatory vaccinations. Senators did not adopt the bill tabled by the Socialists on October 13. Their group found themselves isolated. The government promises to continue on the path of education.

By Guillaume Jacquot

🕒 5mn

Another setback for the supporters of compulsory vaccination against covid-19 in the general population, in the same way as the 11 vaccines imposed on children born from 2018. The Senate did not adopt the bill "establishing vaccination mandatory against SARS-CoV-2 ". The text, tabled by members of the Socialist group at the end of August, was rejected this October 13 in public session, by 262 votes to 64. This parliamentary initiative will therefore not go further.

Only almost the whole of the socialist group, at the origin of the text, voted in favor of the text, joined only by three colleagues from the center and the right. [The other groups preferred to reject it](#) . 14 senators, of various tendencies, have chosen to abstain. The government, through the voice of Adrien Taquet, has also expressed its opposition. "We prefer to convince than to coerce", insisted the Secretary of State for Children and Families.

Last week, the text had already [not convinced the Social Affairs Committee in its vast majority](#) . From July 24, the Socialist senators tried to insert this provision by amending the bill establishing the compulsory vaccination for caregivers and the health pass. It was [rejected by 262 votes to 76](#) .

"A debate which today seems dated"

In the meantime, the country's vaccination coverage has continued to increase, especially since the entry into force of the health pass, a tool that the government wishes to be able to use, if necessary, until July 31, 2022. [A bill was presented in this sense this Wednesday](#). However, the effects of the health pass, which without telling people to go to vaccination centers, "are running out of steam", according to Bernard Jomier. The rapporteur, a member of the ecological and republican socialist group, recalled during the introductory debates on the vaccine obligation that there were still "9 million people to be immunized" against the coronavirus. "The truth of the matter is that covid-19 vaccines are effective, as few vaccines have been, that they are safe, and that they are our best weapon," he said. argued.

Covid-19 : « Les vaccins sont notre meilleure a...



Covid-19: "Vaccines are our best weapon", says Bernard Jomier
08:36

Pas plus qu'à la fin juillet, les socialistes n'ont été entendus sur les autres bancs sur la

nécessité d'instaurer cette obligation qu'ils considèrent comme claire et égalitaire. Actuellement, seuls les soignants ont dû s'y conformer. Ils sont 99,4 % à l'avoir fait, selon

le ministère de la Santé. Dans les autres groupes, beaucoup se sont interrogés sur la temporalité de l'obligation générale. « Elle relancerait un débat qui semble aujourd'hui daté », s'est inquiétée la sénatrice Véronique Guillotin (RDSE, groupe à majorité radicale). « Elle aura un effet totalement contre-productif et braquera davantage les plus réfractaires », a averti le sénateur LREM Martin Lévrier. Autre critique récurrente entendue dans les débats : comment s'assurer que l'obligation est bien remplie ? « Cela pourrait discréditer l'action publique », a mis en garde le sénateur LR Philippe Mouiller.

Ecologistes, communistes ou encore centristes ont insisté sur la nécessité des efforts pour « aller vers » les publics absents des centres de vaccination. « Il faut maintenant faire du cas par cas, trouver des moyens humains pour aller chercher les derniers, qui ne sont pas tous des antivax mais simplement des éloignés. Ce n'est pas une obligation générale qui y parviendra », a défendu Nadia Sollogoub (Union centriste). Adrien Taquet a d'ailleurs écorné son satisfecit sur la campagne française, qui a débouché sur « l'une des meilleures couvertures d'Europe ». 15 % des plus de 80 ans manquent encore à l'appel. C'est un niveau encore « inférieur » aux attentes, a-t-il concédé. [Dans son rapport](#), Bernard Jomier dressait la comparaison amère avec l'Espagne, le Danemark ou l'Irlande, où 100 % de ce public a reçu ses doses. L'obligation vaccinale générale aurait le mérite, selon sa logique, de forcer l'Etat à assurer une obligation de moyens. Adrien Taquet a promis de poursuivre « les opérations d'aller-vers, en les affinant plus encore vers les publics les plus éloignés des systèmes de soin ».

Vaccin : « Il faut convaincre et non forcer », ins...



Vaccin : « Il faut convaincre et non forcer », insiste Adrien Taquet
06:41

Médecin comme d'autres orateurs, le sénateur LR Alain Milon a affirmé qu'être convaincu par le principe de la vaccination obligatoire « ne suffisait pas ». Il a notamment mis en

avant les nombreux variants qui pourraient, un jour, mettre à mal ce type de loi. « Il semble plus judicieux d'aligner la vaccination contre ce Sars-CoV2 sur le modèle de la

vaccination contre la grippe, pas obligatoire mais fortement conseillé pour les personnes vulnérables. » Le groupe LR a aussi convoqué la [résolution adoptée en janvier par l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe](#). Celle-ci demande aux Etats de « s'assurer que les citoyens et citoyennes sont informés que la vaccination n'est pas obligatoire et que personne ne subit de pressions politiques, sociales ou autres pour se faire vacciner ».

La commission des affaires sociales indignée par un argumentaire digne « des antivax »

Le débat, de bonne tenue, s'est tenu en fin de séance, [lorsqu'un amendement](#) de suppression des dispositions du texte a été présenté par Sylviane Noël (LR). Il était cosigné par six autres collègues. Ce n'est pas l'objectif de l'amendement en soi, qui a mis le feu aux poudres, une majorité très nette de l'hémicycle ne souhaitait pas de la vaccination obligatoire. C'est l'argumentation mise en avant dans l'objet de l'amendement qui a quasiment fait l'unanimité contre elle (338 sénateurs l'ont rejeté, contre 5 en sa faveur). L'exposé des motifs faisait notamment mention « de vaccins génétiques » ou encore de « mise sur le marché avec autorisation provisoire ».

Patrick Kanner, président du groupe socialiste, « croyait » que ces arguments « complètement délirants » étaient « réservés à [M. Philippot](#) ». « Nous ne sommes pas dans une expérimentation. Ils sont titulaires d'une autorisation de mise sur le marché, et une autorisation de mise sur le marché ne veut pas dire qu'il en est terminé de la surveillance et des processus de pharmacovigilance », a voulu clarifier Bernard Jomier, ajoutant que le régulateur américain (la FDA) avait définitivement approuvé le vaccin Pfizer-BioNtech.

Vaccination obligatoire : tension au moment d...



Vaccination obligatoire : tension au moment de l'examen d'un amendement

15:51

Le groupe LR n'a pas été en reste. La présidente de la commission des affaires sociales, Catherine Deroche a déploré des « explications qui sont celles des antivax ». Alain Milon a fait part de sa « honte » face à des « propos complètement inadmissibles ». Comme la procédure l'impose, Adrien Taquet a également donné son avis sur l'amendement. « Je ne peux pas laisser passer dans cette assemblée le sous-entendu sur le caractère expérimental et non contrôlé de ces vaccins. » « Si on dit *je ne peux pas laisser telle ou telle chose*, alors, à ce moment-là, la démocratie n'a plus aucun sens », a répliqué Loïc Hervé, deuxième signataire de l'amendement.

Si les socialistes n'ont pas été soutenus politiquement dans leur proposition, leur droit d'initiative parlementaire a néanmoins été soutenu. La centriste Nadia Sollogoub a adressé une pensée à ses collègues PS, victimes d'un « déferlement de menaces intolérables ». [La justice va d'ailleurs être saisie](#). « Nous ne légiférons ni à l'audiomètre, ni au sonomètre », a rappelé la sénatrice centriste.

La rédaction vous recommande

[Bernard Jomier : « Nos concitoyens souscrivent à l'obligation vaccinale »](#)
[\[Info Public Sénat\] Vaccination obligatoire contre le covid-19 : le texte rejeté en commission au Sénat](#)
[Covid-19 : le sénateur à l'origine du texte sur la vaccination obligatoire, veut des sanctions en cas de refus](#)

Vaccination obligatoire contre le covid-19

Publié le : 13/10/2021 à 18:58 - Mis à jour le : 13/10/2021 à 21:19

Cookie preferences